

ABIDJAN · CÔTE D'IVOIRE · 2025 – 2026



SANTÉ ET DIGNITÉ MENSTRUELLE · LEADERSHIP FÉMININ

RAPPORT D'ACTIVITÉS

2025 – 2026

NOS ACTIONS AVEC LE CONSORTIUM SANG POUR SANG ENSEMBLE ET AVEC NOS AUTRES PARTENAIRES

ONG SMED-CI

Soutien aux Mères et Enfants en Détresse de Côte d'Ivoire



MOT DE LA PRÉSIDENTE

Une année pour changer les mots, et ce qu'ils permettent

Quand j'ai fondé SMED-CI en 2019, nous parlions d'« hygiène menstruelle », comme tout le monde. Ce mot disait déjà que les règles étaient une affaire de propreté, donc un peu de honte. L'année que retrace ce rapport est celle où nous avons, avec nos partenaires, travaillé à lui substituer un autre vocabulaire : celui de la santé et de la dignité menstruelle.

Ce changement de narratif a guidé tout ce que nous avons entrepris d'octobre 2025 à septembre 2026. Avec le consortium Sang pour Sang Ensemble, dont nous assurons la coordination, nous avons rencontré les ministères un à un, réuni les organisations autour d'un lexique commun, écouté des centaines de filles et de femmes à Boundiali, Koun-Fao, Man, Dabou et Abobo, et accompagné le Ministère de l'Éducation Nationale dans la révision de son guide et de ses fiches pédagogiques.

À côté de ce projet, nous avons répondu présentes chaque fois qu'une organisation de jeunes ou de professionnels de santé nous a sollicitées : former des U-Reporters, appuyer une distribution de kits au Pôle Pénitentiaire d'Abidjan, accueillir dans nos locaux une séance sur le cancer du col de l'utérus.

Ce rapport dit ce que nous avons fait, ce que nous avons appris et ce qui reste à faire. Je remercie celles et ceux qui ont marché avec nous.

Madoussou Touré Épse Sylla

Présidente-Fondatrice de SMED-CI



SOMMAIRE

Ce que contient ce rapport

01

SMED-CI en bref

Qui nous sommes, notre mission et notre vision

02

L'année en chiffres et en dates

Repères clés et calendrier des activités

03

Nos actions avec le consortium Sang pour Sang Ensemble

Lexique, médias, plaidoyer institutionnel, campagne digitale, fora communautaires, étude nationale, guide pédagogique, note de positionnement et dîner de gala

04

Nos actions avec d'autres organisations

U-Report Abobo, Yopougon et Songon, Pôle Pénitentiaire d'Abidjan, Volontariat Médical et Nano

05

Difficultés et recommandations

Ce qui nous a freinées et ce que nous en retenons

06

Remerciements

Nos partenaires

01 · PRÉSENTATION

SMED-CI en bref

L'ONG **Soutien aux Mères et Enfants en Détresse de Côte d'Ivoire (SMED-CI)** est née en mai 2019 d'actions communautaires informelles, des collectes de dons et de la mobilisation sur les réseaux sociaux, avant de devenir une organisation formellement enregistrée (récépissé n° 1043-PA/CAB du 15 mai 2019). Notre siège se trouve à Angré 8^e tranche, à Abidjan.

Nous travaillons sur quatre domaines : la santé et la dignité menstruelle, les droits en santé sexuelle et reproductive, le leadership féminin et la protection de l'enfance. Nous intervenons sur trois terrains : l'école, la communauté et le milieu pénitentiaire. Nos moyens d'action sont la sensibilisation, la collecte de données et le plaidoyer.

NOTRE MISSION

Promouvoir la santé et la dignité menstruelle en milieu scolaire, communautaire et carcéral, ainsi que le leadership féminin.

- Sensibiliser et former
- Collecter des données
- Porter le plaidoyer auprès des décideurs

NOTRE VISION

« Une Côte d'Ivoire où chaque femme et chaque fille, en tout lieu, vit dans la dignité menstruelle, jouit de ses droits sexuels et reproductifs, grandit protégée et s'affirme comme leader. »

NOS PARTENAIRES DE LA PÉRIODE

- **Consortium Sang pour Sang Ensemble** : Jeunesse Féminine Active (JFA), Organisation pour la Réflexion et l'Action Féministe (ORAF), Arc-en-Ciel du Bonheur. SMED-CI en assure la coordination.
- **Equipop**, partenaire technique du projet, sur financement de l'Agence Française de Développement (AFD) à travers le Fonds de Soutien aux Organisations Féministes (FSOF).
- **Communautés U-Report** d'Abobo, de Yopougon et de Songon.
- **Volontariat Médical**
- L'entreprise **Nano**, qui nous fournit des protections menstruelles.
- L'**Association des jeunes avocats**, qui soutient nos remises de dons en milieu carcéral.



02 · REPÈRES

L'année en chiffres et en dates

927

Personnes enregistrées dans la base
de suivi du projet SPS, dont 865
femmes et filles

6

Localités touchées : Boundiali, Man,
Dabou, Koun-Fao, Abidjan, Abobo

4

Ministères rencontrés dans le cadre du
plaidoyer

7 sur 8

Institutions publiques signataires de la
fiche d'engagement, le 24 février 2026

93

Publications relayées par 16
influenceuses et influenceurs, de
janvier à mai 2026

18

Recommandations portées par la note
de positionnement

50 à 55

Jeunes formés en ligne avec U-Report
Abobo et Yopougon

38 000 +

Protections menstruelles remises au
Pôle Pénitentiaire d'Abidjan

30

Participants à la séance sur le cancer
du col de l'utérus

CALENDRIER DES ACTIVITÉS

DATE	ACTIVITÉ	CADRE
23 janv. 2025	Remise de dons au Pôle Pénitentiaire d'Abidjan	SMED-CI et donateurs
16 août 2025	Remise de dons au Pôle Pénitentiaire d'Abidjan	SMED-CI et donateurs
30 oct. 2025	Remise de dons au Pôle Pénitentiaire d'Abidjan	Association des jeunes avocats
Nov. 2025 – mars 2026	Rencontres de plaidoyer avec les ministères et les acteurs religieux et associatifs	SPS
14 nov. 2025	Atelier national de co-crédation du lexique SDM	SPS
15 nov. 2025	Atelier de mobilisation des médias et des influenceurs	SPS
20 déc. 2025	Contribution à l'arbre de Noël du Pôle Pénitentiaire d'Abidjan	Administration pénitentiaire
15 – 16 janv. 2026	Atelier de cadrage de l'étude nationale	SPS
Janv. – mai 2026	Campagne digitale de mobilisation sociale	SPS
10 – 13 fév. 2026	Forum communautaire et scolaire de Boundiali	SPS
24 fév. 2026	Atelier multipartite d'alignement stratégique	SPS
13 – 17 mai 2026	Fora communautaires de Koun-Fao (Bondoukou)	SPS
18 – 22 mai 2026	Fora communautaires de Man	SPS
22 mai 2026	Remise de dons au Pôle Pénitentiaire d'Abidjan	SMED-CI et donateurs
6 juin 2026	Formation en ligne sur la santé menstruelle	U-Report Abobo et Yopougon
23 – 25 juin 2026	Atelier de révision du guide et des fiches pédagogiques	SPS
29 juin et 3 juil. 2026	Sensibilisation des femmes en situation de handicap (Abobo) et forum communautaire de Dabou	SPS
31 juil. 2026	Dîner de gala et présentation de la note de positionnement	SPS
29 août 2026	Remise de dons au Pôle Pénitentiaire d'Abidjan	SMED-CI et donateurs
4 sept. 2026	Formation « changement du narratif sur la menstruation »	U-Report Songon

DATE	ACTIVITÉ	CADRE
9 – 10 sept. 2026	Atelier national de restitution de l'étude	SPS
12 sept. 2026	Campagne « Servir avec dignité », acte 3, au Pôle Pénitentiaire d'Abidjan	U-Report Songon
12 sept. 2026	Sensibilisation sur le cancer du col de l'utérus	Volontariat Médical, Nano



03 · PREMIÈRE PARTIE

Nos actions avec le consortium Sang pour Sang Ensemble

Le projet « **Sang pour Sang : uni-e-s pour la dignité** », lancé en octobre 2024, veut changer la façon dont on parle des menstruations : non plus une simple question d'hygiène, mais une question de santé, de droits et d'égalité. En Côte d'Ivoire, il est mis en œuvre par un consortium de quatre organisations féministes dont SMED-CI est la coordinatrice : JFA pour le plaidoyer, ORAF pour la collecte nationale de données, Arc-en-Ciel du Bonheur pour les fora communautaires.

Le projet est financé par l'AFD à travers le FSOF, avec l'appui technique d'Equipop. La convention n° 25P75 signée entre Equipop et SMED-CI porte sur 100 000 euros ; un avenant du 20 avril 2026 en a réaménagé les lignes budgétaires sans en modifier le montant ni les objectifs.

NOTRE APPROCHE

- Analyser les données existantes sur la santé menstruelle
- Engager les parties prenantes dans le plaidoyer
- Mener une campagne digitale pour déconstruire les normes
- Organiser des fora communautaires dans les régions
- Collecter des données quantitatives et qualitatives
- Accompagner le Ministère de l'Éducation dans la révision de ses fiches pédagogiques

NOS MESSAGES

- La dignité menstruelle est un droit humain fondamental
- La santé menstruelle est un enjeu de santé publique
- Les règles ne sont ni une maladie, ni une honte
- L'absentéisme scolaire lié aux règles est évitable
- Seule une approche multisectorielle peut changer durablement les choses

FICHE 3.1 · LEXIQUE

Atelier national de co-création du lexique sur la santé et la dignité menstruelle

DATE	14 novembre 2025, de 8 h 30 à 17 h
LIEU	Hôtel La Rose Blanche, Angré 22 ^e , Abidjan
ORGANISATION	SMED-CI, avec le consortium
PARTICIPANTS	ONG, associations, réseaux de jeunes, institutions partenaires et acteurs engagés sur la SDM

CONTEXTE

Avant de demander aux institutions de changer de vocabulaire, il fallait que les organisations elles-mêmes parlent d'une seule voix. Nous avons donc réuni les acteurs de la société civile pour produire, de manière participative, un lexique harmonisé qui reflète les réalités ivoiriennes et les valeurs d'inclusion, de respect et de droits humains.

RÉSUMÉ DE L'ACTIVITÉ

- État des lieux des mots, expressions et narratifs utilisés autour des menstruations en Côte d'Ivoire.
- Travaux en trois à quatre groupes thématiques (santé menstruelle, ESVS, plaidoyer, communication) : repérage des termes à éviter, à reformuler ou à valoriser.
- Proposition de termes et de définitions communes, restitution en plénière et harmonisation.
- Validation d'une version provisoire du lexique et adoption d'une feuille de route.
- Signature d'une fiche d'engagement par chaque organisation, pour utiliser et diffuser le lexique dans ses activités, ses publications et son plaidoyer.

Ce lexique a servi de référence tout au long du projet. C'est sur lui que s'est appuyée, en juin 2026, l'harmonisation du vocabulaire du guide du Ministère de l'Éducation Nationale.

À COMPLÉTER

- Nombre de participants et d'organisations représentées
- Nombre de fiches d'engagement signées
- Quelques exemples de termes retenus dans le lexique



FICHE 3.2 · MÉDIAS ET INFLUENCEURS

Atelier de mobilisation des médias et des influenceurs

DATE	15 novembre 2025 (une journée)
LIEU	Abidjan
ORGANISATION	SMED-CI, avec le consortium
PARTICIPANTS	Influenceuses, influenceurs et professionnels des médias

CONTEXTE

Les réseaux sociaux façonnent l'opinion, et beaucoup de contenus en ligne sur les menstruations restent marqués par les tabous, les stéréotypes ou des informations inexactes. Au lendemain de l'atelier du lexique, nous avons voulu donner aux personnes qui parlent au plus grand nombre les mots justes et les repères pour les employer.

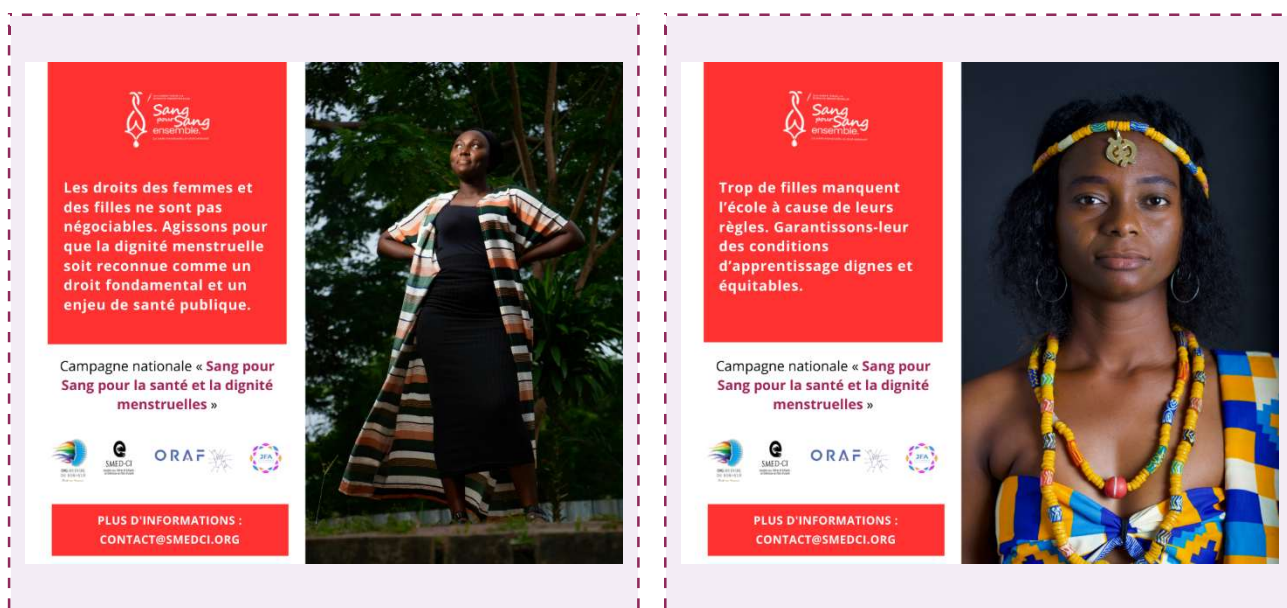
RÉSUMÉ DE L'ACTIVITÉ

- Présentation du lexique SDM harmonisé issu de l'atelier des ONG partenaires.
- Renforcement de la compréhension des enjeux de santé et de dignité menstruelle.
- Outils pour produire des contenus numériques, écrits, visuels et audio responsables et inclusifs.
- Signature d'une fiche d'engagement : utiliser le lexique, diffuser des messages positifs, encourager ses abonnés à en faire autant et participer au suivi de la campagne.
- Amorçage d'un réseau d'influenceurs et de médias engagés pour la SDM.

Cet atelier a préparé la campagne digitale lancée en janvier 2026 (fiche 3.4).

À COMPLÉTER

- Lieu exact et nombre de participants
- Nombre de fiches d'engagement signées par les médias et les influenceurs



FICHE 3.3 · PLAIDOYER

Rencontres avec les parties prenantes institutionnelles

PÉRIODE	Novembre 2025 à mars 2026
LIEU	Abidjan
PILOTAGE	JFA, responsable du plaidoyer, avec SMED-CI, ORAF et Arc-en-Ciel du Bonheur
CIBLES	Ministères en charge de l'éducation, de la santé, de la jeunesse et de la femme ; acteurs religieux et associatifs

CONTEXTE

Les outils pédagogiques existants abordent les règles sous l'angle de l'hygiène, sans toujours intégrer la dignité, les droits et le bien-être des filles. Nous sommes donc allées présenter le projet à chaque direction technique concernée, recueillir ses orientations et ouvrir la voie à une collaboration.

DATE	STRUCTURE RENCONTRÉE	CE QUI EN EST RESSORTI
21 oct. 2025 *	Cellules médico-scolaires	Disponibilité pour un appui technique, l'accès aux établissements et l'expertise de terrain.
27 nov. 2025	PNSSU-SAJ, Ministère de la Santé	Vulgariser les outils, impliquer tous les ministères concernés, associer les ONG déjà actives.
5 déc. 2025	Direction de la Pédagogie et de la Formation Continue, MENA	Un document pédagogique sur l'hygiène menstruelle existe déjà. Ouverture au changement de narratif, à condition d'une note de positionnement argumentée et d'une saisine officielle.
9 déc. 2025	Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire	Appui à l'ancrage juridique du plaidoyer et à la rédaction de la note.
21 janv. 2026	Direction de l'Égalité et de l'Équité du Genre, MENA	S'inscrire dans les dynamiques existantes du ministère et éviter les doublons.
23 janv. 2026	Conseil Diocésain du Laïcat d'Abidjan	Satisfaction d'être associé dès le départ ; relais possible auprès des communautés et des familles.
26 janv. 2026	Direction de la Protection de la Jeunesse	Suivre les courriers, partager les résultats avant toute diffusion, préciser les cibles et les tranches d'âge.
5 mars 2026	Direction de l'Autonomisation Économique de la Femme, MFFE	Fort intérêt pour le maintien des filles à l'école ; appui envisagé pour la Journée Internationale de la Femme.
À préciser	DEMOSS, MENA	Rencontre tenue ; compte rendu à joindre.

* Année à confirmer : le compte rendu porte la date du 21 octobre 2026.

CE QUE NOUS EN RETENONS

- Quatre ministères rencontrés et plusieurs directions techniques prêtes à accompagner le projet.
- Le frein principal est d'ordre décisionnel et non technique : la base pédagogique existe, l'ouverture aussi.
- Une demande commune des institutions : une note de positionnement solide, fondée sur des données de terrain.

FICHE 3.3 · EN IMAGES

Des rencontres en images



FICHE 3.4 · CAMPAGNE DIGITALE

Campagne digitale de mobilisation sociale

PÉRIODE	Janvier à mai 2026
CANAUx	Pages Facebook et TikTok « Sang pour Sang dignité menstruelle CI » ; comptes des influenceurs engagés
THÉMATIQUES	Santé menstruelle, droits et dignité, accès aux protections, témoignages

CONTEXTE

Pour toucher le grand public, et d'abord les jeunes, nous avons porté le changement de narratif là où il se joue chaque jour : sur les réseaux sociaux. Les influenceuses et influenceurs formés en novembre ont relayé les messages du lexique, et chaque publication a été suivie dans un outil commun, rempli tous les quinze jours.



RÉSUMÉ DE L'ACTIVITÉ

- Publications régulières, en images et en vidéos, sur les pages du projet à partir du 12 janvier 2026.
- Relais par les influenceurs, avec un pic d'activité en février et mars 2026.
- Les vidéos ont porté l'essentiel de la visibilité, en particulier sur TikTok.
- Suivi qualitatif : pour chaque quinzaine, le post qui a le plus résonné, un signe de changement observé, une résistance rencontrée.

À COMPLÉTER

- Portée et engagements cumulés à retenir pour la campagne (chiffres consolidés de l'outil de suivi)
- Un ou deux commentaires marquants reçus sous les publications



FICHE 3.5 · ALIGNEMENT STRATÉGIQUE

Atelier multipartite d'alignement stratégique

DATE	Mardi 24 février 2026, de 9 h à 15 h
LIEU	Abidjan
PARTICIPANTS	27 personnes : 8 représentants d'institutions publiques, 7 de la société civile hors consortium, 12 du consortium

CONTEXTE

Après les rencontres bilatérales, il fallait réunir tout le monde autour de la même table. Cet atelier a rassemblé les directions techniques des quatre ministères concernés, des organisations professionnelles et de jeunesse et les membres du consortium, pour aligner les positions et formaliser les engagements.

7 institutions publiques sur 8 ont signé la fiche d'engagement, soit un taux d'adhésion de 87,5 %.

RAPPORT DE L'ATELIER, JFA

RÉSUMÉ DE L'ACTIVITÉ

- Présentation stratégique du projet, de ses fondements et de ses axes.
- Session de questions et réponses, puis discussions participatives.
- Signature officielle de la fiche de plaidoyer, d'engagement et d'accompagnement.
- Photo institutionnelle et temps de réseautage.

INSTITUTIONS ET ORGANISATIONS PRÉSENTES

INSTITUTIONS PUBLIQUES

- MENA : DPFC, DEMOSS, DEEG
- Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant : cellules médico-sociales
- Ministère de la Santé : PNSSU-SAJ
- Ministère de la Jeunesse : DPJ

SOCIÉTÉ CIVILE

- Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire
- AIBEF
- ONG Actuelles, ONG Gouttes Rouges
- Jeunes ambassadeurs pour la planification familiale
- Jeunes engagés pour la promotion de l'ESVS

SUITES CONVENUES

- Désigner un point focal par structure et mettre en place un mécanisme simple de suivi des engagements.
- Installer un cadre de concertation multisectoriel régulier.
- Partager la note de positionnement aux parties prenantes pour recueillir leurs contributions.
- Élaborer une feuille de route 2026-2027.

FICHE 3.5 · EN IMAGES

L'atelier multipartite en images



À COMPLÉTER

- Lieu exact de l'atelier
- Nombre de participants à confirmer : le rapport mentionne 23 dans le texte et 27 dans le détail par structure

FICHE 3.6 · FORA COMMUNAUTAIRES

À la rencontre des communautés : cinq localités, une même écoute

Conduits par Arc-en-Ciel du Bonheur avec ORAF et JFA, les fora communautaires ont suivi partout la même démarche : d'abord les autorités administratives, sanitaires, religieuses et coutumières, pour obtenir leur adhésion ; puis des cercles de dialogue avec les femmes, les jeunes et les leaders ; enfin des séances en milieu scolaire, avec démonstrations pratiques et distribution de kits menstruels. À chaque étape, ORAF administrait ses questionnaires et ses grilles d'entretien pour nourrir l'étude nationale.

LOCALITÉ	PÉRIODE	PERSONNES ENREGISTRÉES	PROFIL
Boundiali (Bagoué)	10 – 13 fév. 2026	412	398 femmes et filles, 14 hommes ; 384 élèves
Koun-Fao (Gontougo)	13 – 17 mai 2026	108	92 femmes et filles, 16 hommes ; élèves, non scolarisées, leaders
Man (Tonkpi)	18 – 22 mai 2026	164	154 femmes et filles, 10 hommes ; élèves, commerçantes, leaders
Dabou (Grands Ponts)	3 juil. 2026	131	Plus de 300 personnes présentes ; 131 enregistrées (communauté et non scolarisées)
Abobo (Abidjan)	Juin 2026	33	Femmes en situation de handicap

Source : base de données de suivi-évaluation du projet SPS.

Dans les communautés rencontrées, beaucoup de femmes et de filles gardent la même protection entre huit et seize heures.

RAPPORTS DES FORA DE KOUN-FAO ET DE MAN



FICHE 3.6.A · NORD

Boundiali

PÉRIODE	Du 10 au 13 février 2026
LIEUX	Lycée Mariétou Koné, IFEF de Boundiali, cour de la mairie ; rencontres avec les autorités, des personnes en situation de handicap, des parents et des leaders religieux
ÉQUIPE	SMED-CI, Arc-en-Ciel du Bonheur, ORAF, JFA
PARTICIPANTS	412 personnes enregistrées, dont 384 élèves, 7 jeunes non scolarisées, des parents, des leaders religieux et des OSC

CONTEXTE

La Bagoué est la troisième région du pays pour la part d'enfants hors du système scolaire (54 %, contre 28,7 % en moyenne nationale). Le poids conjugué de la religion et de la tradition y est fort, et les dispositifs de sensibilisation à la santé menstruelle presque inexistants. C'est la localité où nous avons touché le plus de monde.

412

personnes enregistrées

384

élèves

5 / 20

score d'adéquation des installations
sanitaires observées

RÉSUMÉ DE L'ACTIVITÉ

- **10 et 11 février.** Démarches auprès du préfet et de la mairie, puis visite de courtoisie et de plaidoyer. Un décès survenu au lycée Ibrahima Koné Yaya nous a conduites à remplacer cet établissement par l'IFEF de Boundiali.
- **12 février, lycée Mariétou Koné.** Séance plénière, petits groupes de parole, puis distribution de kits à toutes les jeunes filles présentes. La journée s'est achevée par un groupe de discussion avec des personnes en situation de handicap.
- **13 février, IFEF de Boundiali.** Mêmes séances avec les apprenantes, puis stand d'échanges dans la cour de la mairie avec des parents d'élèves, des imams et des pasteurs.

CE QUE NOUS AVONS ENTENDU

- Des croyances et des perceptions culturelles qui limitent le dialogue au sein des familles.
- Un déficit d'information fiable chez les parents et chez certains leaders communautaires.
- Des leaders religieux prêts à accompagner la sensibilisation, à condition qu'elle respecte les valeurs culturelles et religieuses.
- Un besoin de soutien économique pour l'accès aux protections.

À COMPLÉTER

- Recommandations formulées à l'issue de la mission (ces rubriques sont vides dans le rapport transmis)
- Nombre de kits distribués



CAMPAGNE
SANG POUR
SANG

#SPSRCI2026

FOCUS CHIFFRE

En Côte d'Ivoire, **20 %**
des filles ont manqué
l'école au cours d'une
année à cause de leurs
règles.

SOURCE : UNICEF



FICHE 3.6.B · EST

Koun-Fao (Bondoukou)

PÉRIODE	Du 13 au 17 mai 2026
LIEUX	Foyer des jeunes de Koun-Ahounzi – Kouakou Krakro, lycée moderne de Koun-Fao, collège privé de Lebona
ÉQUIPE	Arc-en-Ciel du Bonheur, ORAF, JFA
RENCONTRES	Préfecture, district sanitaire, chefferie et notables, trois responsables religieux, associations de femmes N'Zassa et Kandonou, élèves

CONTEXTE

Dans le département de Koun-Fao, plus de 69 % des femmes sont analphabètes et la région du Gontougo compte parmi les plus touchées par les grossesses en cours de scolarité. Le Directeur départemental de la santé nous l'a dit d'emblée : la santé menstruelle y est très peu abordée, et les centres de santé ne disposent d'aucun stock de protections pour les jeunes filles reçues en consultation.

RÉSUMÉ DE L'ACTIVITÉ

- Séances communautaires au foyer des jeunes, avec des jeunes filles, des commerçantes, des coiffeuses, des couturières et des femmes leaders.
- Groupes de dialogue avec les associations de femmes sur leur rôle auprès des filles à la puberté.
- Échanges avec les responsables religieux : aucun interdit ne s'oppose à l'usage des protections menstruelles.
- Séance avec le chef du village et les notables : les règles restent un sujet tabou entre les pères et leurs filles.
- Séances plénières et espaces de parole dans les deux établissements, démonstrations pratiques, distribution de kits à toutes les élèves présentes.

CE QUE NOUS AVONS ENTENDU

- Les serviettes sont peu utilisées, faute de moyens, d'accès ou par habitude ; beaucoup de filles recourent à des morceaux de pagne.
- La crainte que les protections usagées servent à des pratiques mystiques freine leur usage.
- Des grossesses très précoces nous ont été signalées, que les participantes relient au manque de suivi et de dialogue familial.
- À l'école : pas d'espace pour se changer, peu de toilettes adaptées, pas d'eau, une infirmerie tenue par un homme.



FICHE 3.6.C · OUEST

Man

PÉRIODE	Du 18 au 22 mai 2026
LIEUX	Place de la Paix, lycée professionnel de Man
ÉQUIPE	Arc-en-Ciel du Bonheur, ORAF, JFA
RENCONTRES	Mairie, district sanitaire et service de santé scolaire, trois leaders religieux musulmans, communauté, élèves
PARTICIPANTS	164 personnes enregistrées, dont 154 femmes et filles

CONTEXTE

À Man, la mairie a reconnu que la précarité menstruelle est un problème majeur. Elle distribue elle-même des kits aux filles les plus démunies et prévoit d'en faire bénéficier 1 000. La fin de l'année scolaire nous a obligées à remplacer les deux lycées prévus par le lycée professionnel et par des séances ouvertes à la Place de la Paix.

RÉSUMÉ DE L'ACTIVITÉ

- Séances d'écoute et de conseil sous bâches à la Place de la Paix, avec des jeunes filles, des commerçantes, des coiffeuses, des couturières et des ménagères.
- Démonstrations sur l'usage, l'entretien et l'élimination des protections ; rappel de la règle des quatre heures.
- Entretiens avec trois leaders musulmans : adhésion aux objectifs du projet et souhait d'ouvrir le dialogue jusque dans les écoles coraniques.
- Au lycée professionnel : plénière, jeux éducatifs et échanges libres, puis distribution de kits à toutes les jeunes filles.

CE QUE NOUS AVONS ENTENDU

- Certaines mères découragent l'usage des serviettes modernes ; les vieux pagnes restent la solution la plus courante.
- Des élèves disent avoir peur de demander une autorisation d'absence à l'infirmerie, et rapportent des propos blessants.
- Le lycée n'a ni espace pour se changer, ni toilettes adaptées, ni accès à l'eau.
- Les responsables sanitaires demandent que les prestataires soient formés et que les zones rurales soient couvertes.



FICHE 3.6.D · SUD

Dabou et Abobo

DABOU

PÉRIODE	Vendredi 3 juillet 2026
ÉQUIPE	Arc-en-Ciel du Bonheur
PARTICIPANTS	Plus de 300 personnes présentes selon le rapport du forum, dont 131 enregistrées dans la base de suivi : 71 membres de la communauté, 53 jeunes non scolarisées, 7 élèves

Le forum a réuni des adolescentes, des femmes et des leaders communautaires. La 2^e adjointe au maire a mobilisé la communauté et prononcé le mot de bienvenue. Deux animateurs d’Arc-en-Ciel du Bonheur ont conduit les échanges en parallèle : l’un avec les adolescentes, sur les premières règles, les préjugés, les bonnes pratiques et les différents produits menstruels ; l’autre avec les mères et les parents d’élèves.

Les échanges ont montré une forte précarité menstruelle et un manque criant d’information. La mairie recommande des sensibilisations régulières, des interventions dans les écoles, la distribution de kits et un lien avec les droits en santé sexuelle et reproductive. Les femmes, elles, demandent des serviettes réutilisables et un accompagnement dans la durée.



ABOBO : FEMMES EN SITUATION DE HANDICAP

DATE	29 juin 2026
PARTENAIRE	Coopération des Associations des Personnes en Situation de Handicap de Côte d'Ivoire (CAPH-CI)
PARTICIPANTES	Environ 70 femmes enquêtées, en majorité en situation de handicap moteur

Les femmes en situation de handicap subissent une double stigmatisation. Avec la CAPH-CI, Arc-en-Ciel du Bonheur leur a consacré une séance de sensibilisation et une petite enquête. Elles nous ont parlé de la difficulté à se changer souvent, du coût des serviettes qui les ramène au pagne, et des couches pour bébés que certaines préfèrent quand leurs règles sont abondantes.

Leurs demandes sont précises : des serviettes jetables et réutilisables, des couches pour les règles abondantes et pour les personnes âgées, et du savon parfumé dans les kits, « pour un sentiment de dignité ».



FICHE 3.7 · DONNÉES

Étude nationale sur la santé et la dignité menstruelles

CONDUITE	ORAF, pour le consortium
CALENDRIER	Cadrage les 15 et 16 janvier 2026 à Cocody ; collecte de février à juin 2026 ; restitution les 9 et 10 septembre 2026
SITES	Abidjan, Bouaké, Boundiali, Koun-Fao (Bondoukou), Man : un site par grande zone du pays
MÉTHODES	Revue documentaire, questionnaires, entretiens, groupes de discussion, observation directe des installations sanitaires scolaires

CONTEXTE

Aucune donnée nationale n'existait sur l'absentéisme scolaire lié aux règles, sur les pratiques à risque ou sur l'état réel des installations sanitaires des écoles. Les institutions nous l'avaient toutes dit : sans preuves, pas de décision. L'étude a été conçue pour combler ce vide et donner au plaidoyer une base solide.

Aucune des adolescentes scolarisées de 17 à 21 ans interrogées ne connaît le concept de santé et dignité menstruelles, alors que 83,3 % des chefs d'établissement déclarent le connaître.

ÉTUDE NATIONALE SDM, CONSORTIUM SANG POUR SANG

LES PRINCIPAUX CONSTATS

- **Le cadre existe, son application ne suit pas.** L'arrêté n° 300 du 29 août 2024 institue les « espaces filles » ; deux années scolaires plus tard, l'observation donne 5 sur 20 à Boundiali, 3 sur 20 à Koun-Fao et 4 sur 20 à Man.
- **L'absentéisme lié aux règles est massif et invisible.** Il est enregistré comme « maladie » dans les registres scolaires.
- **Le coût est l'obstacle le plus partagé.** La gratuité des protections est demandée par 56,6 % des personnes interrogées, et par 88,6 % des adolescentes non scolarisées.
- **La douleur reste sans réponse.** Les traitements de fond des pathologies menstruelles ne figurent pas dans le panier de soins.
- **Les filles en situation de handicap et les non scolarisées sont hors de tout dispositif.** Aucune installation sanitaire observée n'est utilisable en fauteuil.



FICHE 3.7 · SUITE

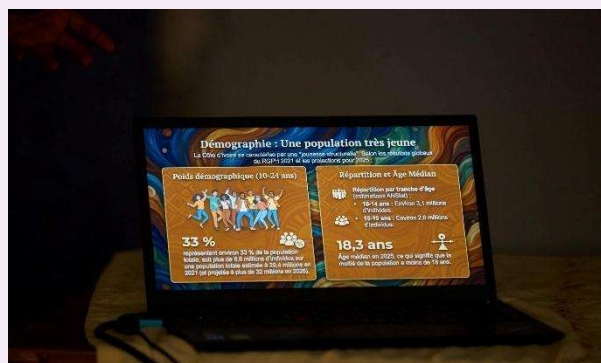
Atelier national de restitution de l'étude

DATES	9 et 10 septembre 2026
LIEU	Abidjan
PARTICIPANTS	26 personnes en deux cohortes (14 le premier jour, 12 le second), dont 20 femmes
STRUCTURES	Ministères et directions techniques, ONU Femmes, UNFPA, CNDH, Solthis, organisations de la société civile et de personnes en situation de handicap

Dernière activité du projet, cet atelier n'était pas une cérémonie : c'était la dernière étape de la recherche. Les mêmes résultats ont été soumis à deux groupes distincts, pour confronter les analyses aux réalités des territoires, corriger ce qui devait l'être et obtenir des institutions les données que le terrain ne pouvait pas produire.

CE QUE L'ATELIER A PRODUIT

- Huit constats consolidés, validés ou amendés par les deux cohortes.
- Des recommandations priorisées en cinq axes : éducation, santé, économie et fiscalité, inclusion, normes sociales et données. Chacune est adressée à un destinataire identifié.
- Des engagements de transmission de données de la part des institutions, dont plusieurs ont été honorés dans les jours suivants.
- Un plan d'action pour la finalisation du rapport et sa diffusion avec le Ministère de l'Éducation Nationale.

ATELIER DE RESTITUTION
DE L'ÉTUDESanté et Dignité Menstruelles
de l'école à la communauté

Rapport national pour l'intégration de la justice
menstruelle dans les politiques éducatives et
communautaires en Côte d'Ivoire



**09 & 10
SEPTEMBRE 2026**

**ABIDJAN,
CÔTE D'IVOIRE**



Projet SANG POUR SANG Ensemble



ORAF
Organisme pour la Recherche et l'Action Femmes

FICHE 3.8 · ÉCOLE

Révision du guide et des fiches pédagogiques avec le Ministère de l'Éducation Nationale

DATES	Du 23 au 25 juin 2026
LIEU	BNB Hôtel & Spa, Abidjan
PARTICIPANTS	Environ 15 : MENA (DPFC), ministères de la Santé, de la Jeunesse et de la Femme, consortium, consultants, ONG Actuelles, Gouttes Rouges, Femme en Action
PILOTAGE	JFA, responsable du plaidoyer

CONTEXTE

C'est l'aboutissement de tout le travail de plaidoyer. La Direction de la Pédagogie et de la Formation Continue s'est engagée à nos côtés à réviser le Guide national de santé et d'hygiène menstruelle et les fiches pédagogiques qui l'accompagnent, pour les aligner sur le nouveau narratif « santé et dignité menstruelle ».

TROIS JOURNÉES DE TRAVAIL

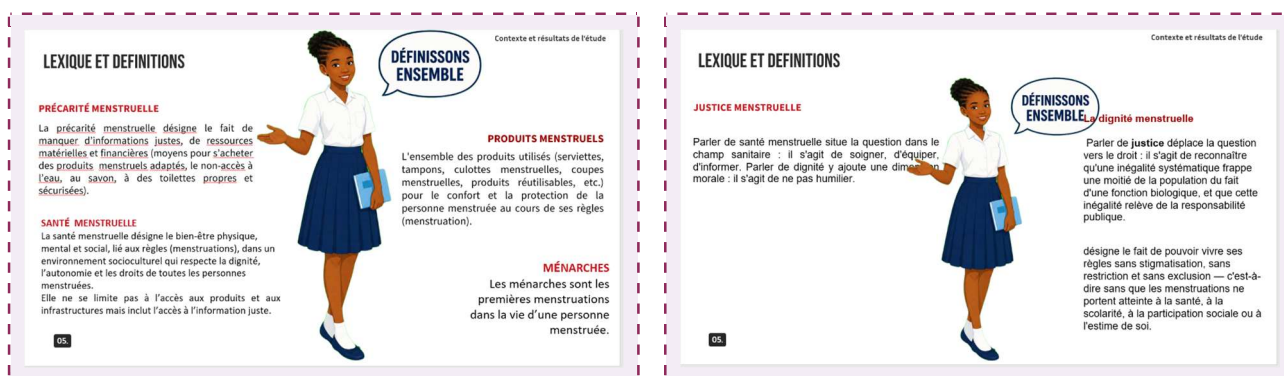
- **Jour 1.** Revue du guide section par section et harmonisation des termes : « hygiène menstruelle » et « serviette hygiénique » laissent la place à « santé menstruelle », « dignité menstruelle » et « produits menstruels ».
- **Jour 2.** Réorganisation du document, principe d'un chapitre consacré à la dignité menstruelle, définitions rendues plus accessibles, intégration d'un calendrier menstruel illustré.
- **Jour 3.** Validation des fiches du primaire (CM1-CM2) et du secondaire (4^e et 3^e). La fiche du secondaire s'intitule désormais « Santé et Dignité Menstruelle », et sa définition engage la responsabilité de l'État, des collectivités et des communautés.

Le guide du Ministère de l'Éducation Nationale parle désormais de santé et de dignité menstruelle, et non plus d'hygiène menstruelle.

ACQUIS DE PLAIDOYER DU CONSORTIUM

OÙ NOUS EN SOMMES

Le guide révisé est entre nos mains. Nous attendons le retour du Ministère sur les dernières corrections demandées, avant d'accompagner sa reproduction et sa diffusion auprès des antennes pédagogiques régionales.



FICHE 3.9 · POSITIONNEMENT

Note de positionnement et dîner de gala

DATE	Vendredi 31 juillet 2026
LIEU	Hôtel BNB, Angré, Abidjan
PARTICIPANTS	56 : ministères, partenaires techniques et financiers, société civile, secteur privé, médias, consortium
COORDINATION	JFA, pour le consortium

CONTEXTE

Les institutions nous avaient demandé une note de positionnement solide. Nous l'avons rédigée à partir des données de l'étude et des rapports de terrain, puis présentée officiellement lors d'un dîner de gala qui a réuni tous ceux qui avaient accompagné le projet.

LES QUATRE PRIORITÉS DE LA NOTE

CE QUE NOUS DEMANDONS

- La gratuité ou la subvention des produits menstruels à l'école et dans les services de santé scolaire
- Des infrastructures scolaires dignes, adaptées et inclusives
- Des politiques éducatives qui intègrent la santé menstruelle
- Un personnel éducatif et de santé formé et outillé

NOTRE APPEL

Faire de la santé et de la dignité menstruelle un domaine d'action à part entière de la Politique Nationale d'Égalité et d'Équité de Genre 2024-2030, et généraliser les « espaces filles » d'ici la rentrée 2027.

La note formule 18 recommandations en trois axes.

LA SOIRÉE

- Allocutions de la responsable du plaidoyer, de la coordinatrice du consortium et du représentant du Ministère de l'Éducation Nationale.
- Présentation du projet, de ses activités, de ses résultats, puis de la note de positionnement.
- Remise d'attestations de reconnaissance aux institutions et partenaires.
- Dîner de réseautage et photo officielle.





04 · DEUXIÈME PARTIE

Nos actions avec d'autres organisations

En dehors du projet Sang pour Sang Ensemble, nous avons continué à répondre aux sollicitations de celles et ceux qui partagent nos combats. Ces collaborations sont plus modestes par leur taille, mais elles comptent : elles portent le changement de narratif auprès des jeunes, en milieu carcéral et dans notre propre quartier. Nous y ajoutons nos propres remises de dons au Pôle Pénitentiaire d'Abidjan, menées de janvier 2025 à août 2026.

3

communautés U-Report formées ou accompagnées

300 +

kits remis au Pôle Pénitentiaire d'Abidjan

30

personnes sensibilisées dans nos locaux

FICHE 4.1 · FORMATION

Formation en ligne sur la santé et la dignité menstruelle

DATE	Samedi 6 juin 2026, de 20 h 30 à 22 h 27
FORMAT	En ligne, sur Google Meet
PARTENAIRES	Communautés U-Report Abobo et U-Report Yopougon
FORMATRICE	Madoussou Touré Épse Sylla, Présidente de SMED-CI
PARTICIPANTS	50 à 55 jeunes, femmes et hommes

CONTEXTE

Les communautés U-Report d'Abobo et de Yopougon nous ont demandé une formation gratuite pour leurs membres. L'objectif : faire comprendre la réalité menstruelle, déconstruire les préjugés et ouvrir le dialogue entre pairs.

Il vaut mieux dire « santé menstruelle » que « hygiène menstruelle » : les règles ne sont ni sales ni impures.

MESSAGE CENTRAL DE LA FORMATION

RÉSUMÉ DE L'ACTIVITÉ

- Définition de la santé menstruelle et raisons du changement de vocabulaire.
- Diversité des vécus : chaque organisme réagit différemment, physiquement et émotionnellement.
- Mythes et croyances, comme l'interdiction faite aux femmes de préparer certains aliments pendant leurs règles.
- Protections jetables et réutilisables : usage, entretien, bonnes pratiques.
- Questions et réponses sur l'industrialisation des protections et sur la manière de faire évoluer les mentalités.

La participation active des hommes a été le fait marquant de la soirée. Elle confirme que la santé menstruelle concerne toute la société.



Pourquoi ce guide



Ton corps n'a rien de sale ni de honteux. Prendre soin de ton intimité, c'est simple : quelques bons gestes chaque jour suffisent pour te sentir bien, à l'aise et en confiance.

PHOTO

Visuel d'annonce de la formation

FICHE 4.2 · MILIEU CARCÉRAL

Campagne « Servir avec dignité », acte 3, au Pôle Pénitentiaire d'Abidjan

DATES	Formation le vendredi 4 septembre 2026 ; activité le samedi 12 septembre 2026, de 9 h 30 à 11 h
LIEU	Pôle Pénitentiaire d'Abidjan
INITIATIVE	Communauté U-Report Songon
NOTRE RÔLE	Formation des U-Reporters et accompagnement de l'activité

CONTEXTE

Les femmes incarcérées sont souvent oubliées des actions contre la précarité menstruelle. Pour la troisième édition de sa campagne, la communauté U-Report Songon a voulu préparer ses membres avant d'entrer en détention. Le 4 septembre, notre Présidente a animé pour eux une session sur le changement du narratif sur la menstruation, à l'issue de laquelle chaque participant a reçu un certificat.

300 +

kits de dignité menstruelle remis

+300

femmes détenues bénéficiaires

3^e

Édition de la campagne

RÉSUMÉ DE L'ACTIVITÉ

- Contrôles d'usage à l'entrée, puis installation au sein de l'administration du pôle.
- Échange avec cinq femmes détenues sur leurs conditions de vie et leur hygiène intime. L'activité se tenant un jour non ouvrable, il n'a pas été possible d'en rencontrer davantage.
- Séance de sensibilisation sur la santé menstruelle.

- Remise de plus de trois cents kits composés de serviettes et de produits d'hygiène.
- Entretien avec la responsable des affaires sociales et éducatives sur la vie et l'hygiène en détention.



FICHE 4.3 · MILIEU CARCÉRAL

Nos remises de dons au Pôle Pénitentiaire d'Abidjan

PÉRIODE	De janvier 2025 à août 2026
LIEU	Pôle Pénitentiaire d'Abidjan (ex-MACA)
INITIATIVE	SMED-CI, avec le soutien de ses donatrices et donateurs
PARTENAIRES	Administration pénitentiaire ; Association des jeunes avocats
JUSTIFICATIFS	Décharges signées par le Pôle le 30 octobre 2025, le 22 mai 2026 et le 29 août 2026

CONTEXTE

Le milieu carcéral est l'un de nos trois terrains d'intervention, et celui où la précarité menstruelle se voit le moins. Depuis janvier 2025, nous revenons régulièrement au Pôle Pénitentiaire d'Abidjan pour y remettre des protections menstruelles, des vivres et des produits d'hygiène, grâce aux contributions de celles et ceux qui nous soutiennent.

Le 23 janvier 2025, le Pôle comptait 397 femmes et 11 292 hommes. Ce jour-là, plus aucun enfant n'y vivait : une bonne nouvelle que nous tenons à consigner ici.

38 000 +	6	2,9 M +
protections menstruelles remises	passages au Pôle en vingt mois	FCFA de dons chiffrés, sur quatre remises

LES REMISES, DATE PAR DATE

DATE	CE QUE NOUS AVONS REMIS	VALEUR
23 janv. 2025	8 915 serviettes hygiéniques, 50 kg de riz, 20 kg de pâtes alimentaires et 4 sacs de vêtements	Non chiffrée
16 août 2025	Plus de 20 000 produits menstruels et d'autres biens	Plus de 1 000 000 FCFA

DATE	CE QUE NOUS AVONS REMIS	VALEUR
30 oct. 2025	6 120 produits menstruels offerts le 14 octobre par l'Association des jeunes avocats, représentée par son président, Me Boto Jean-Léon Paul, et 10 bidons de 5 litres	200 000 FCFA
20 déc. 2025	Contribution à l'arbre de Noël organisé par l'administration pénitentiaire	Non chiffrée
22 mai 2026	1 250 protections menstruelles Perfect ; vivres : riz, concentré de tomate, bouillons, pâtes, huile, flocons d'avoine, lait, sucre et margarine ; savons, lessive et eau de Javel	1 582 230 FCFA, TVA et transport compris
29 août 2026	1 770 protections menstruelles, dont 1 670 serviettes et 100 protège-slips, et 10 kits de protection et d'hygiène ; vivres : riz, spaghetti, flocons d'avoine, huile, lait en poudre, sucre et sel ; 50 savons et 16 sachets de lessive	198 500 FCFA

CE QUE NOUS EN RETENONS

Ces remises reposent sur la générosité de particuliers et d'organisations amies, comme l'Association des jeunes avocats, qui a choisi de soutenir notre lutte contre la précarité menstruelle en détention. Chaque remise donne lieu à une décharge de l'administration pénitentiaire, que nous conservons et dont trois sont reproduites ci-dessous.

Le 20 décembre 2025, à l'arbre de Noël organisé par l'administration pénitentiaire, nous avons vécu un moment plein d'émotion. Il nous a rappelé ce qui nous ramène au Pôle : même en prison, elles n'en demeurent pas moins des femmes, des êtres humains. Privées de liberté, mais pas de dignité.



FICHE 4.4 · SANTÉ DE LA FEMME

Sensibilisation sur le cancer du col de l'utérus

DATE	Samedi 12 septembre 2026
LIEU	Locaux de SMED-CI, Angré, Abidjan
PARTENAIRES	Volontariat Médical ; entreprise Nano
THÈME	« Une femme informée, une famille protégée »
PARTICIPANTS	Environ 30 personnes : jeunes de U-Report Abobo, étudiantes, médecins volontaires, équipe SMED-CI

CONTEXTE

Du 2 au 30 septembre 2026, le Volontariat Médical a mené une campagne de proximité sur la santé de la femme. Nous avons accueilli dans nos locaux la séance consacrée au cancer du col de l'utérus.

En 2021, le cancer du col de l'utérus était le deuxième cancer chez la femme, avec 2 360 cas enregistrés et 1 461 décès.

DONNÉES PRÉSENTÉES PENDANT LA SÉANCE

RÉSUMÉ DE L'ACTIVITÉ

- Présentation de SMED-CI et du Volontariat Médical.
- Exposé d'une heure par une gynécologue-obstétricienne : causes, facteurs de risque, signes d'alerte, prévention, dépistage et traitements.
- Questions et réponses directes avec la spécialiste.
- Distribution de serviettes menstruelles offertes par Nano à toutes les participantes.

Cette séance a relié deux sujets que nous voulons voir traités ensemble : la santé menstruelle et la santé sexuelle et reproductive.



05 · BILAN

Difficultés et recommandations

DIFFICULTÉS

- **Les agendas institutionnels.** Mobiliser les représentants des ministères a demandé de nombreuses relances, et les délais d'autorisation ont parfois décalé nos activités.
- **Le calendrier scolaire.** À Koun-Fao comme à Man, la fin de l'année nous a obligées à changer d'établissements au dernier moment.
- **La logistique de terrain.** Longs trajets, déplacements difficiles sur place, démarrages en retard.
- **La persistance des tabous.** Y compris au niveau institutionnel, où il faut encore expliquer la différence entre hygiène, santé et dignité menstruelles.
- **Des publics difficiles à atteindre.** Les filles en situation de handicap n'ont pas pu être réunies partout ; en détention, nous n'avons rencontré que cinq femmes.

- **La participation en ligne.** La formation du 6 juin a réuni la moitié des personnes attendues, en raison des contraintes de disponibilité et de connexion.

RECOMMANDATIONS

- **Associer les ministères et leurs directions régionales dès la conception des activités, et les informer tôt du calendrier.**
- **Planifier les interventions scolaires en dehors des périodes d'examens et de fin d'année.**
- **Étendre les interventions aux zones rurales et former les prestataires de santé, comme l'ont demandé les districts sanitaires.**
- **Doter les écoles et les centres de santé de produits menstruels, et accompagner la production locale de protections réutilisables.**
- **Impliquer les pères, les garçons et les leaders religieux, dont plusieurs se sont révélés des alliés.**
- **Suivre les engagements signés par les institutions et diffuser largement le guide révisé et la note de positionnement.**
- **Poursuivre les actions en milieu carcéral un jour ouvrable, pour rencontrer l'ensemble des femmes détenues.**



MERCI

À l'Agence Française de Développement et au Fonds de Soutien aux Organisations Féministes, à Equipop, à nos sœurs du consortium, JFA, ORAF et Arc-en-Ciel du Bonheur, aux ministères et à leurs directions techniques, aux autorités locales, sanitaires, religieuses et coutumières de Boundiali, Koun-Fao, Man, Dabou et Abidjan, aux communautés U-Report, au Volontariat Médical, à Nano, à l'Association des jeunes avocats, et à toutes les filles et les femmes qui nous ont confié leur parole.

ONG SMED-CI Soutien aux Mères et Enfants en Détresse de Côte d'Ivoire

Angré Château fin goudron, Abidjan · Récépissé n° 1043-PA/CAB du 15 mai 2019

27 22 30 61 60/01 02 15 99 88 · ongsmedci@gmail.com / Contact@smedci.org · www.smedci.org